



Assemblée générale

UN LIBRARY

DEC 11 1992

UN COLLECTION

Distr.
GENERALE

A/47/760
8 décembre 1992
FRANCAIS
ORIGINAL : ESPAGNOL

Quarante-septième session
Points 10, 11, 21 et 22
de l'ordre du jour

RAPPORT DU SECRETAIRE GENERAL SUR L'ACTIVITE
DE L'ORGANISATION

RAPPORT DU CONSEIL DE SECURITE

COOPERATION ENTRE L'ORGANISATION DES NATIONS UNIES ET
L'ORGANISATION DES ETATS AMERICAINS

LA SITUATION DE LA DEMOCRATIE ET DES DROITS DE
L'HOMME EN HAITI

Lettre datée du 6 décembre 1992, adressée au Secrétaire général
par le Chargé d'affaires par intérim de la Mission permanente
de l'Argentine auprès de l'Organisation des Nations Unies

J'ai l'honneur de vous communiquer ci-joint le texte de la Déclaration de Buenos Aires des chefs d'Etat et de gouvernement du Groupe de Rio, signée à Buenos Aires le 2 décembre 1992 (voir annexe).

Je vous serais obligé de bien vouloir faire distribuer le texte de la présente lettre et de son annexe comme document officiel de l'Assemblée générale au titre des points 10, 11, 21 et 22 de l'ordre du jour.

Le Ministre,

Chargé d'affaires par intérim

(Signé) Alfredo CHIARADIA

ANNEXE

Déclaration des chefs d'Etat et de gouvernement du Groupe
de Rio, signée à Buenos Aires le 2 décembre 1992

1. Les chefs d'Etat et de gouvernement des pays membres du mécanisme permanent de consultation et de concertation politique (Groupe de Rio) se sont réunis à Buenos Aires, les 1er et 2 décembre 1992, afin d'analyser des questions, événements et situations se rapportant à la situation régionale et internationale.
2. Dans un climat de dialogue et de réflexion, ils ont examiné un large éventail de questions politiques, économiques et sociales qui préoccupent et intéressent la région, et sont arrivés pour l'essentiel à des positions concordantes sur ces questions et sur les solutions proposées.
3. Ils ont relevé que le Groupe de Rio avait confirmé son identité propre et son poids en tant qu'interlocuteur sur la scène internationale et sont convenus d'intensifier cette évolution.
4. Ils ont réaffirmé leur engagement en faveur de la démocratie représentative et de la défense des droits de l'homme et leur plein exercice.
5. Ils ont réaffirmé leur solidarité sans faille avec le Président de la République du Venezuela, M. Carlos Andrés Pérez et le Gouvernement et le peuple vénézuéliens, et ont ratifié leur condamnation de cette nouvelle tentative visant à renverser l'ordre constitutionnel par la violence. Ils ont proclamé leur appui sans réserve à la démocratie vénézuélienne.
6. Ils se sont accordés à reconnaître le caractère positif des élections tenues le 22 novembre au Pérou, qui représentent un important pas en avant dans le processus de plein rétablissement de la démocratie représentative et du respect des droits de l'homme.
7. Préoccupés par la grave situation qui continue à régner en Haïti, ils ont réaffirmé leur engagement de favoriser un rétablissement rapide du gouvernement constitutionnel et le plein exercice des droits de l'homme dans ce pays. Ils ont réaffirmé leur appui aux lignes d'action suivies et aux importantes mesures prises dans le cadre de l'Organisation des Etats américains (OEA) ainsi qu'à la coopération de l'Organisation des Nations Unies.
8. En ce qui concerne la situation à Cuba, ils ont approuvé la déclaration faite par les Présidents et chefs de gouvernement du Groupe de Rio en décembre 1991 à Cartagena.
9. Ils suivent attentivement et appuient sans réserve les efforts faits par le Gouvernement légitimement constitué du Suriname pour consolider l'ordre démocratique dans cette république soeur.

10. Ils se sont félicités des progrès décisifs réalisés dans le processus de paix, de dialogue et de réconciliation en Amérique centrale et se sont déclarés résolus à appliquer leurs efforts et leur volonté politique à faire aboutir ce processus.

11. Ils ont mis l'accent sur l'importance du dialogue entre les parties pour parvenir à un règlement pacifique des différends territoriaux qui existent en Amérique latine.

12. Ils ont réaffirmé l'extrême importance de la convocation et des délibérations de la seizième session extraordinaire de l'Assemblée générale de l'OEA, qui se tiendra ce mois à Washington, D. C., et formulé l'espoir qu'elle soit couronnée de succès. Ils ont souligné, à ce propos, la nécessité d'effectuer des études plus approfondies sur les moyens de revitaliser le système interaméricain.

13. Ils ont mis en relief la décision et l'engagement des pays des Caraïbes membres du Groupe de Rio de resserrer les rapports déjà étroits qui existent entre les deux régions par le moyen d'initiatives, de réunions et de mécanismes propres à consolider ces liens. Ils ont accueilli avec satisfaction la proposition de la Communauté des Caraïbes (CARICOM) tendant à la formation d'une association des Etats des Caraïbes, qui donnerait plus d'ampleur au processus d'intégration régionale et sous-régionale.

14. Soucieux de conserver à la région son caractère de zone de paix et de non-prolifération des armes nucléaires exempte de telles armes, les chefs d'Etat et de gouvernement se sont félicités des progrès sensibles réalisés dans ce domaine pendant l'année en cours et ont exprimé leur satisfaction devant le fait que le Traité de Tlatelolco serait prochainement en vigueur dans la totalité de la zone prévue pour son application.

15. Ils ont reconnu les progrès incontestables accomplis en Amérique latine et dans les Caraïbes dans la recherche d'une croissance stable, soutenue et équitable. Ils ont relevé les résultats favorables des programmes d'économie de marché à contenu social qui sont appliqués dans la région en vue de favoriser la bonne insertion de celle-ci dans l'économie mondiale.

16. Ils se sont engagés en outre à continuer à renforcer les programmes politiques, économiques et sociaux tendant à créer des conditions favorables à l'intégration définitive des groupes de population vulnérables au processus de développement et à éliminer les déséquilibres structurels, en particulier les situations de pauvreté et de marginalité que l'on observe encore dans les pays de la région. A cet effet, ils s'emploieront à promouvoir les réformes institutionnelles et administratives dynamiques, modernes et judicieuses propres à contribuer à la consolidation d'une démocratie efficiente et participative et à son perfectionnement.

17. Ils ont pris acte avec satisfaction des progrès de l'intégration régionale dus à l'intensification des efforts déployés aux niveaux sous-régional et bilatéral, et sont tombés d'accord pour estimer que c'était là une évolution fondamentale pour l'instauration d'un espace économique élargi englobant l'Amérique latine et les Caraïbes.

/...

18. Ils se sont félicités qu'ait été menée à bien la négociation du Traité de libre-échange entre le Canada, les Etats-Unis d'Amérique et le Mexique et forment des vœux pour que ce traité soit promptement ratifié, eu égard aux possibilités de libre-échange et de développement qu'il offre pour tout l'hémisphère. Ils engagent les différents organismes multilatéraux d'intégration latino-américaine et les entités nationales et régionales chargées des accords de libre-échange à préparer pour la prochaine réunion au sommet des présidents du Groupe de Rio un programme qui contienne une proposition d'harmonisation des différents processus d'intégration commerciale, propre à conduire ultérieurement à la mise en place d'une zone de libre-échange unique pour tout le continent américain.

19. Ils ont attaché une importance fondamentale à la conclusion, que l'on entrevoit imminente, des négociations commerciales multilatérales d'Uruguay. Ils ont signalé que ses résultats devaient être le fruit d'une négociation clairement multilatérale, qui établisse un système de commerce international libre, stable, transparent et non discriminatoire et assure un accès équitable des exportations aux marchés des pays consommateurs. Ils ont souligné à cet égard l'importance qu'ont les exportations de produits de base pour l'économie de leurs pays et la nécessité de faire en sorte que l'accord final issu des négociations n'expose pas ces exportations à la concurrence déloyale des pays développés et ne les soumette pas à des restrictions commerciales arbitraires. Ils ont appelé l'attention sur les dangers inhérents aux mesures protectionnistes prises par certains pays ou blocs régionaux à l'égard de certaines de leurs exportations. Une guerre commerciale serait très grave et compromettrait le processus de développement obtenu grâce à toutes les mesures d'ajustement économique appliquées dans la région. Ils ont exprimé le souhait que les négociations sur les produits de base actuellement en cours, qui sont d'une importance fondamentale pour l'Amérique latine et les Caraïbes, aboutissent à des accords satisfaisants pour les pays producteurs comme pour les pays consommateurs.

20. Satisfaits du dialogue, du travail fructueux accompli et de la coopération entre le Groupe de Rio et la Communauté européenne, ils ont réaffirmé leur appui total aux instances et aux mécanismes institutionnels établis par la Déclaration de Rome. Ils ont estimé très positifs les progrès réalisés au cours de la réunion sur les échanges entre les deux régions qui s'est tenue à Bruxelles en octobre 1992 et ont déclaré que le dialogue devait se poursuivre. Ils ont souligné l'importance que revêt l'ouverture de la Banque européenne d'investissement pour le financement des projets de la région. Ils ont chargé leurs ministres des relations extérieures de renforcer par tous les moyens possibles les relations politiques, économiques, sociales et culturelles entre les deux régions afin d'intensifier leurs échanges commerciaux et le flux d'investissements. Ils ont également décidé de promouvoir le dialogue et le rapprochement avec toutes les régions.

21. Ils ont manifesté leur inquiétude devant les tentatives tendant à conférer un caractère extraterritorial à la législation de tel ou tel pays, qui sont intrinsèquement incompatibles avec le droit international et attentent à la souveraineté des entités qui composent la communauté internationale.

22. Ils ont affirmé leur appui à la préparation et à la convocation, en 1995, de la Conférence mondiale au sommet sur le développement social, qui doit contribuer au développement économique dans l'équité. A cette fin, ils sont convenus de constituer un groupe de travail spécial chargé d'élaborer un document sur les questions de la pauvreté, du chômage et de la marginalité, qui sera soumis à l'examen des chefs d'Etat et de gouvernement à la prochaine réunion du Groupe de Rio.
23. Ils ont souligné l'importance et la portée exceptionnelle du prochain sommet ibéro-américain, qui se tiendra en 1993 à Salvador de Bahia.
24. Ils ont fait ressortir l'importance des travaux et des initiatives du Parlement latino-américain, en considérant avec un intérêt particulier sa proposition relative à une "communauté latino-américaine des nations". Ils ont décidé de charger leurs ministres des relations extérieures de procéder en 1993 à une évaluation commune de cette initiative.
25. Ils ont réaffirmé la haute priorité et l'importance de l'initiative relative à un "marché commun des connaissances" et résolu de soutenir les mesures tendant à sa mise en pratique ainsi que les lignes directrices des conclusions adoptées à la réunion des universités et centres de recherche tenue en novembre 1992 à Punta del Este. Ils ont recommandé à leurs ministres de l'éducation de poursuivre l'étude et les actions destinées à soutenir cette initiative.
26. Ils ont reconnu que pour promouvoir l'intégration régionale, et dans la recherche de celle-ci, il était nécessaire de tenir compte de la diversité culturelle, tout en abolissant les barrières linguistiques. A cette fin, ils ont appuyé la proposition tendant à créer un centre latino-américain à l'Université des Antilles, à Mona, de permettre aux pays d'Amérique latine et des Caraïbes d'approfondir la connaissance qu'ils ont les uns des autres et de promouvoir entre ces pays une intégration culturelle plus complète.
27. Ils ont consacré une attention particulière aux graves conséquences qui découlent de la production, du trafic et de la consommation illicites de stupéfiants et ont réaffirmé leur préoccupation devant l'accroissement de la demande de substances psychotropes dans le monde et les effets qui en résultent sur les plans social et politique, ainsi que pour la santé humaine. Dans un contexte de partage des responsabilités et de recherche de solutions globales, et surtout d'un mode de développement nouveau, ils ont fait ressortir la nécessité de renforcer les efforts multilatéraux, afin d'intensifier la coopération entre les Etats, et ont soutenu l'initiative tendant à favoriser la convocation d'un sommet mondial chargé d'analyser le problème du trafic des stupéfiants dans ses divers aspects.
28. Ils ont réaffirmé l'importance de la Conférence des Nations Unies sur l'environnement et le développement, tenue du 3 au 14 juin 1992 à Rio de Janeiro, et en particulier la nécessité d'assurer le développement durable, et se sont accordés à prendre l'engagement politique de continuer de promouvoir dans tous les pays la mise en application effective des accords et des

/...

décisions auxquels est parvenue la Conférence, s'agissant particulièrement des pays développés, en ce qui concerne les engagements financiers ou relatifs au transfert de technologie. Ils ont également souligné l'importance de convoquer une conférence internationale sur la pêche en haute mer.

29. Ils ont relevé avec satisfaction la contribution financière et institutionnelle apportée par la Banque interaméricaine de développement pour la mise en route des activités du Fonds de développement pour les peuples autochtones d'Amérique latine et des Caraïbes et se sont accordés à juger nécessaire que les pays membres s'efforcent d'inscrire les postes correspondants dans leurs budgets nationaux respectifs pour garantir le fonctionnement dudit fonds.

30. Ils ont rejeté avec une extrême vigueur les manifestations de racisme et de xénophobie et se sont déclarés profondément inquiets de voir resurgir avec violence d'anciens conflits ethniques et religieux dans diverses régions du monde.

31. Ils ont décidé de tenir le septième sommet présidentiel du Groupe de Rio au Chili les 15 et 16 octobre 1993.

32. Les chefs d'Etat et de gouvernement ont exprimé leurs très sincères remerciements au Président Carlos S. Menem pour l'hospitalité chaleureuse que leur ont offerte le peuple et le Gouvernement argentins au cours de ce sixième sommet présidentiel du mécanisme permanent de consultation et de concertation politique (Groupe de Rio).
